



JOURNAL DU CAMP NO BORDER DE CALAIS - N°1 - TUESDAY 24TH JUNE 2009



No Bor-quoi ?

Réseau militant européen fondé en 2000, le collectif No Border (« Pas de frontières ») lutte pour la liberté de circulation et plus spécifiquement contre les politiques migratoires européennes au sein de l'espace Schengen (même si un camp a déjà été organisé à la frontière américano-mexicaine). Le réseau revendique la régularisation des étrangers en situation irrégulière et la fermeture des centres de rétention. Les camps No Border sont dans une optique offensive (créer de façon concrète le rapport de force autour des lieux symboliques) qui diffère sensiblement des logiques de contre-sommet. Régulièrement, des camps à proximité des zones frontalières ou des lieux cruciaux (telles des zones aéro-portuaires) sont donc organisés. Le seul précédent français date d'août 2002 à Strasbourg. En 2004, le réseau a organisé la première journée internationale d'action « Europe sans frontières » qui a été suivie dans 50 villes de 11 pays d'Europe.

Le camp de Calais est à l'initiative de plusieurs groupes britanniques qui avaient organisé en septembre 2007 le premier camp No Border en Grande Bretagne, à l'aéroport de Gatwick, où était prévu l'installation d'un centre de rétention. Ces derniers se sont coordonnés, à travers plusieurs réunions et ateliers de travail, avec des militant-es français et belges. Pour Sylvain, qui a participé à l'organisation, le choix du lieu est marqué de l'évidence : « Calais est un point central des questions autour des frontières. D'une part pour l'intensité des marchandises qui y circulent, d'autre part pour l'importance de son trafic touristique. Enfin, et surtout, car la ville est une frontière très surveillée qui entraîne le blocage de centaines de personnes depuis des années. » L'occasion est donc de mettre en lumière ce qui se passe dans l'ultime frontière de l'espace Schengen et de renforcer la solidarité internationale face aux politiques migratoires européennes, en créant « un camp de rencontre, de discussion et d'échanges autour de la question des frontières tout en prévoyant des actions symboliques contre les institutions responsables du fait que seuls les riches et les marchandises ont le droit de circuler librement ».

Après Calais, un prochain camp No Border est prévu en Grèce à Lesbos, le 23 août !

NB : Présentation et interview tirés de *La Brique* n°15

Ateliers...

- ★ Lundi 22 juin : Début d'installation du camp - montage des structures, chapiteaux, toilettes, etc. Besoin de main d'oeuvre ! / Setting up of the camp - marquees, big tops, toilets, etc. [Wo]manpower needed !
- ★ Mardi 23 juin : Ouverture officielle du camp / Official opening of the camp:
- ★ Mercredi 24 Juin :
 - 12h00-13h30 : Soins de rue et bases des premiers secours
 - 14h00-15h30 : Débat-discussion : "Migrations et changement climatique".
 - 15h30-17h00 : Traumatismes et rétablissements des militant-es.
 - 17h00-18h00 : Paranoïa et contre-sécurité, culture ouverte contre fermeture
 - 18h00-20h00 : Discussion sur la situation pour les migrants dans la région Calaisienne. Une occasion de réunir tous groupes et individuEs impliqués dans le soutien de migrants : associations, militants, ONGs, migrants, pour échanger perspectives et expériences sur la situation actuelle en région calaisienne.

Cinéma...



Mardi 23 Juin
 15h / 18h : Installation
 18h / 20h : Reunion
 20h / 21h : Carte blanche aux films réalisés pendant la semaine et pour d'autres propositions.
 21h : "No comment" de : Nathalie Doupeyre, 52 mn (2008).

Mercredi 24 Juin / Wednesday 24th June :

≈ 15h : "Divine Intervention" de Elia Suleiman, 2002, 1h32 min.

≈ 18h : - "Leaving or dying" / "Partir ou mourir", 50min. Documentaire sur les frontières les plus dangereuses à passer (filmé en Ukraine).

- "Exposure" (28min)

- "UPROOTED : Refugees of the Global Economy. National Network for Immigrant and Refugee Rights, 2001, 28min.

≈ 21h : - "Djomeh" de Hassan Yektafanah , 2001, 1h34min, VOSTF.



Avis au Peuple !

Vous tenez entre les mains le premier numéro du journal quotidien du camp No border. Sortie tout frais des rotatives à chaque début de journée, *Nomade* vous accompagnera tout au long de la semaine, en français... et en anglais. Histoire que, durant ces quelques jours, vous puissiez vous passer de la propagande du monopole Voix du Nord - Nord Littoral, et des voix policières de toutes sortes, du Préfet Bousquet ou de la maire Bouchart.

Destiné aux habitantes et habitants de Calais (mais pas que), aux populations en exil, ainsi qu'aux participantes et participants du camp No border, cette petite feuille de chou se fera un plaisir de relayer les analyses pertinentes sur les politiques migratoires ou la situation des populations réfugiées de part le monde. L'idée est aussi de transmettre le témoignage des gens qui par leurs actions sont confrontés d'une façon ou d'une autre aux politiques sécuritaires (en premier lieu les populations en exil), particulièrement à Calais et sur la côte Nord où la répression est particulièrement intense.

Bien entendu, nous communiquerons sur l'évènement plus particulier qu'est le camp No border : annoncer les débats, rédiger des comptes rendu des rencontres, parler de l'organisation du camp, relayer les ragots et les

bonnes nouvelles, etc. Il s'agira aussi de fournir aux populations en exil des informations concrètes sur leurs droits, les conditions de détention, les mouvements de soutien, etc.

Et pour ne pas les laisser pour compte, nous chatouillerons les oreilles de tous ces démago langue de bois très habiles pour les déclarations de principes, et notamment absents lorsqu'il s'agit de mouiller la chemise pour soutenir concrètement la cause des populations en exil.

Cette gazette n'est pas la nôtre : celles et ceux qui veulent y participer sont les bienvenus (la xénophobie, le machisme, le racisme et l'intellectualisme « supérieur » n'étant pas toujours bien reçu, qu'on se le dise !).

Sa vie sera brève, mais très certainement

riche et exaltée. Nous comptons sur vous pour le lire, quoi qu'il vous en coûte (surtout en cervelle).

Bienvenue chez vous !

Vous retrouverez le journal et des informations sur le No Border sur www.lille.indymedia.org.

Pour nous contacter : newspaper@calaisnoborder.eu.org

Harcèlement policier

C'est dit !

"La PAF est le bras armé de la xénophobie d'état"

Comme l'a confirmé le tribunal correctionnel de Rennes le 12/12/08.

Vols Londres-Lesquin-Kaboul : annulations en vue ?

Cet automne, gouvernements français et anglais ont préparé une expulsion d'afghans par charter. Elle a finalement été annulée du fait de la mobilisation attendue et redoutée à l'aéroport de Lesquin. Les britanniques ont pourtant relancé les autorités françaises pour remettre ça, il y a quelques semaines, lors d'une réunion secrète à Calais. Phil Woolas, ministre britannique de l'immigration, aurait inscrit à son agenda une vingtaine d'expulsions par avion comprenant chacune une cinquantaine d'afghans. Il paraît que c'est interdit par la « convention européenne des droits de l'homme ». Un texte poussiéreux qui doit traîner quelque part dans un bureau à Bruxelles, et qui n'empêchera rien. Car rien de tel qu'un bon comité d'accueil à Lesquin... ou à l'aéroport Stansted de Londres.

Source : Nord Littoral du 16/06/09, d'après des infos du Daily express.



La répression envers les sans-papiers s'accroît, dans la région, en France ou en Europe. À Calais, l'arrivée de l'ex-socialiste Eric Besson au ministère de l'immigration a encore fait monter la pression, notamment avec l'intensification des rafles et des déclarations à l'emporte pièce.

En janvier, Besson est venu rappeler : « *Il n'y a pas de place pour l'immigration clandestine dans notre pays* », promettant au passage des moyens policiers pour renforcer la frontière. Cela n'a pas tardé. En février, il lance un appel à la délation : les sans-papiers qui dénoncent des passeurs se verront récompenser d'une carte de séjour ! Sur la côte d'Opale, le dispositif policier s'active. Après trois « arrestations massives » à Calais en mars (200 migrants en ont fait les frais), une rafle d'envergure a lieu le 21 avril : des centaines de flics et gendarmes pour organiser une grande chasse aux réfugiés dans et autour de Calais (190 interpellés). En visite d'après-rafle le 23, Besson annonce qu'il entend détruire la « jungle », ces forêts de dunes dans lesquelles les populations migrantes trouvent refuge.

Ces derniers temps, la police multi-

plie les interpellations, dans la « jungle » comme dans la ville et jusqu'aux abords des lieux où les associations distribuent des repas. La situation empire également sur toute la côte où les populations en exil se regroupent. Le harcèlement au quotidien devient la norme.

Quelques exemples¹ :

- Le 31 mai, après la distribution du soir, Youssef est attaqué par des CRS près de la jungle. Il est plaqué au sol et tabassé. Il perd connaissance et finit aux urgences.

- Jeudi 4 juin, alors qu'une militante de Salam remplit des demandes d'asile près du lieu de distribution de nourriture du soir, des cars de CRS débarquent et courent les migrant-es qui s'enfuient.

- Le 6 mai, 39 Afghans et Pakistanais sont interpellés par la PAF, 9 sont placés en garde à vue à Coquelles et leur camp est démantelé.

- Le 11 mai : la PAF intervient à

Bouchart demande l'intervention de l'armée pour détruire le village des afghans. Quel courage politique !



Steenvoorde avec brutalité. « *Ils ont tout brûlé, les tentes, les vêtements, la nourriture* », s'indigne un militant, « *c'est abominable, inadmissible...* ».

- Il y a quelques jours, les camps de réfugiés de Teteghem et de Loon Plage, près de Dunkerque, ont été rasés par les forces de l'ordre.

L'augmentation des contrôles et les moyens supplémentaires à la frontière entraînent une augmentation du nombre de réfugiés sur Calais. Actuellement, ils sont environ 700 à 800 présents aux distributions de repas. Un chiffre jamais atteint depuis sept ans.

En réponse, la nouvelle maire de Calais - élue grâce aux voix du FN - lance un cri de guerre le 22 avril sur Radio 6 : elle demande l'intervention de l'armée pour détruire le village des afghans. Quel courage politique ! Et alors que le Secours Catholique ferme les quatre seules douches disponibles pour en mettre davantage à disposition dans un

autre lieu, la maire de Calais bloque le permis de construire. Désormais « *les migrants doivent prendre des risques pour se laver* »² : le 13 juin, un jeune érythréen s'est noyé en voulant se laver dans un canal de Calais. Et faute de douches, les maladies et infections augmentent chez les migrant-es. Certains « *vont même se laver dans les rejets d'eau tiède de l'usine chimique Tioxide, à proximité...* »².

Une seule chose est sûre, avec Besson et Bouchart, la situation a empiré. Pour les sans papiers, comme pour ceux qui les soutiennent. L'Europe forteresse dans toute sa splendeur.

1 : Tirés du communiqué de la LDH Nord-pas De Calais du 13 mai et du site de l'association Salam : <http://associationssalam.org>

2 : Interview de Céline Dallery, infirmière à la permanence d'accès aux soins de Calais, 20 minutes, 15/06/09

Janvier 2009 : retour sur la situation des sans- papiers de Calais



En visite à Calais le 27 janvier, Besson, le tout nouveau ministre de l'Immigration, y a entonné le refrain de ses prédécesseurs. Les thèmes de l'insécurité, de l'activité mafieuse des passeurs ou de la souffrance de la population locale ont permis à nouveau de justifier l'absurde : vouloir « rendre la zone étanche ». Une visite inutile, car malgré l'acharnement à l'encontre des sans-papiers, ceux-ci continuent de rejoindre l'Angleterre. Cherchant à éviter les traques et les violences plus intenses que jamais, ils s'éparpillent désormais par delà le Calaisis, tout le long de la zone côtière entre Roscoff et les Pays-Bas.

Bien antérieure à la fermeture du camp géré par la Croix Rouge [Sangatte], la réalité calaisienne est complexe. Son histoire remonte à 1994, date de l'arrivée dans la ville des premiers « réfugiés » d'origine polonaise. Puis, en 1997, à celle d'une quarantaine de Roms d'origine tchèque refoulés d'Angleterre. Viendront ensuite la série des guerres impérialistes menées par les occidentaux en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak. Elles contraindront des milliers de personnes au départ. Nombre d'entre elles se heurteront à l'issue d'une longue route au franchissement du détroit.

Mais à eux seuls ces conflits n'expliquent pas tout. Car en quinze ans plus d'une centaine de nationalités différentes se sont croisées aux abords du calaisis. Toutes ces régions n'étaient pas ravagées par les combats. En effet, la question du travail et la dimension internationale du marché de la main d'œuvre modèlent en profondeur les dynamiques migratoires, expliquant notamment les tentatives de rejoindre clandestinement l'Angleterre. Moins, comme on l'affirme souvent, parce qu'on y propose des « petits boulots », que du fait de l'existence de nombreux secteurs où les conditions d'exploitation légales sont comparables à celles du travail clandestin.

Au fil des ans, les quatre pays limitrophes (France, Grande-Bretagne, Belgique et Pays-Bas) se sont armés d'un dispositif juridique, technologique et policier invraisemblable, au mépris des droits élémentaires et des conventions internationales protégeant les réfugiés. A coup de conventions, d'accords de coopération et de fichage international, les pays européens en collaboration avec les

pays limitrophes mettent en place une véritable machine de guerre dirigée contre les populations en exil déjà extrêmement fragilisées par leurs conditions de vie et de transit.

Le dispositif sécuritaire

En plus de ces collaborations internationales, un puissant dispositif sécuritaire s'applique à rendre inaccessible l'accès aux endroits de passage. Calais et ses environs se transforment progressivement en un agencement de zones concentriques d'enceintes, de palissades et de grillages. Le port, où la Chambre de commerce et d'industrie a mis en place son propre service de sécurité, est aujourd'hui clôturé de murs et de barbelé électrifié. En outre, il a été équipé d'un système d'alarme, de fibres optiques et de caméras thermiques. À Coquelles, la société Eurotunnel a installé 280 caméras, des détecteurs infrarouges ainsi que 40 kilomètres de barbelé autour de sa zone surveillée par 360 agents de sécurité...

Une partie des contrôles frontaliers est d'ailleurs sous-traitée par des sociétés privées. Les véhicules sont examinés au moyen d'un matériel militaire appartenant à l'armée anglaise. Des scanners vérifient l'intérieur des remorques, des détecteurs traquent les battements du cœur, des sondes calculent les émissions respiratoires de CO₂. (...) Calais offre donc un marché juteux aux patrons de la sécurité. Un budget de 12 millions d'euros annuel leur est ainsi exclusivement consacré.

Pour autant, le recours systématique aux contrôles a des effets immédiatement négatifs du point de vue strictement économique : il provoque un ralentissement de la circulation des marchandises et des dix millions de passagers qui transitent chaque année entre la France et l'Angleterre. Et s'il est en effet plus difficile de franchir le détroit, il sera toujours possible de le faire, les autorités ne pouvant ni contrôler ni stopper les milliers de camions traversant la frontière au quotidien.

Sur le terrain

Actuellement, entre 500 et 700 personnes attendent leur tour pour franchir la frontière. Les conditions de survies sont extrêmement diffi-

ciles. Regroupés par nationalité, elles se terrent aux alentours de la ville, dans les bois, près des dunes, sous des campements de bâches qu'elles nomment « jungle ». Certaines occupent des squatts dans la ville. Les problèmes de santé sont multiples et difficilement pris en charge car ils reposent sur le seul volontarisme des associatifs locaux. De plus, L'État soumet ces derniers à un harcèlement constant. L'objectif est clair : rendre invisible la présence de ces hommes et de ces femmes dans le centre de la ville et à ses abords. À cette fin, il y aurait en ce moment à Calais plus de 500 policiers affectés à la seule action contre les sans-papiers. Les interventions se font à tout moment. Certaines ont lieu où sont servis les repas que fournissent les associations, prenant alors l'allure de véritables rafles. D'au-

on passe en quelques pas de la cellule à la salle d'audience, de la salle d'audience au charter.

Mairie calaisienne et associatifs

À un échelon local, ancienne et nouvelle majorité municipale partagent avec les hautes sphères de l'État le souci de tenir les sans papiers dans la clandestinité. On se rappelle qu'à la fermeture du camp de Sangatte, le maire PCF de Calais déclara d'abord : « Je reconnais le travail réalisé par

MM. Sarkozy et Blunkett, mais c'est dommage d'avoir attendu si longtemps... » Puis lorsqu'il vit arriver sur la ville ceux que l'État anglais continuait de refouler, il se ravisa. S'adressant aux associatifs qui lui réclamaient la mise à disposition d'un

lieu sanitaire il leur déclara : « Je regrette que des abrutis, et je pèse mes mots, aient dévoyé la cause des réfugiés... Je ne suis pas favorable à l'ouverture d'un local cautionné par la ville. »

Depuis, l'UMP a gagné la mairie. Natacha Bouchart entend faire le ménage à sa manière, considérant les sans-papiers « responsables de dégradations perpétuelles » et qui « rendent sales les lieux où ils passent ». Si la mairie PCF a toujours refusé de rencontrer les associatifs, Bouchart, elle, les invite à sa table. Elle initie un « Conseil des Migrants » qu'elle crée pour l'occasion, et dont elle dispose à sa guise, tandis que les populations migrantes n'y sont pas conviées. Elle a compris l'effet anesthésiant de la parole auprès de ceux qui déploreraient depuis des années de ne pas être écoutés. Une subvention en augmentation a donc été versée à deux des principales associations et des promesses de financement de toilettes ont été évoquées. Et déjà certains parlent « d'avancée »...

Actuellement, il faut compter plusieurs semaines, parfois plusieurs mois afin d'atteindre les plages anglaises. Alors, des groupes partent s'installer ailleurs. En retrait, dans les terres, à trente ou quarante kilomètres de la côte. Là, l'accès aux camions est plus rapide. Calais perdrait-elle de sa centralité ?

Par La Mouette enragée, publié dans Courant alternatif, n°187, février 2009, et dans la brochure « De Sangatte à Coquelles - Situation et interventions (1999-2004) ».

NB : Nomade s'est permis quelques petites modifications, ainsi que quelques coupes pour raccourcir le texte original.

Calais offre donc un marché juteux aux patrons de la sécurité (12 millions d'euros annuel leur sont exclusivement consacrés).



tres se font la nuit, les campements pouvant être complètement détruits. Les violences sont fréquentes : les effets personnels, les vêtements sont parfois brûlés, des policiers urinent dessus. À certaines époques, des marquages à l'encre était réalisés à même la peau des sans-papiers, rappel douloureux des camps d'extermination nazis.

De façon plus coutumière, les arrestations se terminent au CRA de Coquelles. S'y retrouvent avant tout les personnes susceptibles d'être expulsées. Dans l'enceinte même des locaux de la PAF, adossé au CRA, siège le Tribunal de grande instance, délocalisé depuis Boulogne-sur-Mer. Les oppositions qui se manifestèrent à l'époque contre cette justice « à la chaîne » n'y changèrent rien. Ici

No border ? Au bûcher !

Médias, police, justice, mairie, préfecture : tous ensemble pour alimenter la psychose d'une invasion terroriste. Les autorités n'auraient-elles pas quelque chose à craindre de la solidarité que l'organisation d'un tel évènement fait naître inévitablement ?



Vous êtes maire d'une ville qui va recevoir pendant une semaine un événement majeur sur une question qui touche directement votre commune. Que faites-vous ? Bouchart (UMP) a la réponse : annuler les activités culturelles, appeler les flics en renfort, reporter le conseil municipal, faire ville morte, donner des interviews alarmistes tout en faisant pression sur l'ensemble des associations calaisiennes ; et surtout ne pas rencontrer le No Border qui envoie des « mails anonymes », c'est-à-dire dire signé du nom du collectif. « Je ne sais pas de qui on parle. [...] c'est signé "No Border". On ne sait pas qui est qui, on ne sait pas identifier. » Pas question non plus de traverser la rue qui sépare la mairie de la Maison Pour Tous où se réunissait le comité organisateur. « À l'intérieur de ce mouvement qui peut apparaître "Peace and love", il y a des anarchistes [...] Vu l'état d'esprit de ces personnes, on peut tout attendre. » Tout ? Ambiance...

Police partout / Justice nulle part

Côté préfecture, c'est clair : une bonne cargaison de CRS (entre 1000 et 2000 parkés au camp Jules Ferry), des meutes de flics en civils genre cow-boy de la BAC² et fouille-merde des RG³ qui occuperont pour l'occasion les hôtels calaisiens réquisitionnés tout spécialement. Pierre de Bousquet de Florient³ n'a pas confiance : « Nous voyons bien que ceux avec lesquels nous discutons ou bien ne tiennent pas leurs engagements, ou bien ne veulent pas les tenir ». Il est fait ici référence au refus d'un terrain par le collectif organisateur, les gens du voyage l'ayant déjà réservé, chose que le préfet avait « omis » de préciser. Pourtant ce dernier est « de bonne volonté », et ses déclarations le prouvent : il est « absolument sans illusions sur les intentions de ceux qui organisent. » En effet.

« Tous les papiers qu'on reçoit sont signés No Border. Mais No Border, pour moi, c'est nobody ». Humour... « Ce ne sont jamais les mêmes personnes qui négocient avec nous. Il s'agit souvent de pions avancés. Les vrais décideurs, on ne les voit jamais. ». Et paranoïa... Une structure sans hiérarchie, c'est trop !

Et celle là : « La manifestation est déclarée sous de faux noms, de fausses identités. [...] Quelles craintes ont-ils à déclarer leur manifestation ? ». Peut-être une méfiance vis-à-vis des flics et des magistrats habitués à mettre en taule au moindre prétexte ? Lors d'une réunion de négociation, le sous-préfet a prévenu : surtout « ne pas répondre aux provocations policières », tout est dit !

A noter : les populations migrantes déte-

nues au Centre de Réception Administrative de Coquelles ont été transférées pour l'occasion. En effet, assiéger les CRA pour réclamer la libération des populations en exil, voilà le genre de « dérives ultra violentes » dont sont capables les personnes participantes au No Border.

Des pressions à gogo

Du côté de la société civile, c'est l'embrouille. Certaines associations humanitaires se méfient de la « politisation » de la question migratoire⁵. D'autres craignent la réaction du maire en cas de participation au projet : adieu subventions ! Côté théâtre, sans les pressions que le directeur du Channel a subi, aurait-il annulé la rencontre organisée par le No Border dans ses locaux ?

« On m'a demandé de prendre cette décision. Mais cette décision c'est moi qui l'ai prise. Librement. » Précisant par ailleurs que « l'avenir du Channel est en jeu ». Et l'avenir n'est pas mis en péril par le No border : « Honnêtement, je ne pense pas qu'une avocate et un médecin auraient tout cassé au Channel ». Considérant les 800 000 € annuels versés au théâtre par la mairie de Calais, Bouchart était plus à même de peser sur le « libre arbitre » du directeur de la scène nationale...

Positionnements « subtils »

On connaît la promptitude avec laquelle les Verts et la LDH dénoncent les politiques répressives dans des communiqués qui n'engagent à rien. Pourtant, le représentant de la LDH sur Calais et l'élue Vert enfoncent tranquillement le No Border dans le torchon Nord Littoral⁶. Contactés par nos soins, ils n'ont pas donné signe de vie... mort de honte ? Si les associations de soutien aux sans pap' de Calais n'ont pas signé l'appel à manifester du No Border⁷, certaines ont fini par le soutenir publique-

ment⁸ tandis que nombre de militant-es associatifs se sont joint à titre individuel à l'organisation de l'évènement.

Les médias partent en croisade

Côté médias, on donne pleines pages aux autorités se délectant des « dérives ultra-violentes », sans contradicteur et sans vérifier la réalité des faits ; on débat sur les thèmes de prédilection des flics et des mouchards : sécurité, ordre, violence et menace. La description du réseau No Border frise le comique : « groupuscule associatif international à sensibilité anarchiste », « GreenPeace de l'immigration »,

de remarque : lui et ses collègues restent bien gentiment sur le pas de la porte quand les réunions de ministres et des conseils d'administrations se font dans le secret.

« On m'a demandé d'annuler la rencontre organisée par le no border. Mais cette décision c'est moi qui l'ai prise. Librement. »

Le directeur du Channel

Cela concerne pourtant la vie de millions de gens. Alors ? Quand l'autorité parle, les chiens de garde se couchent.

Psychotiques forcenés

Cet enchaînement de dispositifs sécuritaires, médiatiques et souterrains crée un certain malaise. Le quadrillage policier, les interventions récurrentes du maire et de la préfecture sur « l'ultra-violence », les dizaines d'articles que les médias locaux consacrent non sur l'évènement, mais sur ses supposés dangers...

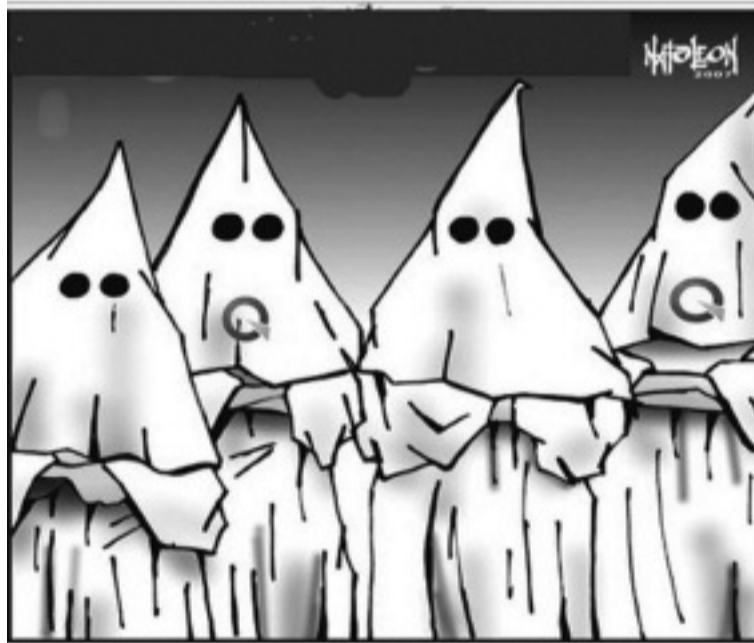
Précisons ici que les camps No Border sont l'occasion de créer un rapport de force avec les autorités, notamment par l'action directe (occupations de locaux, blocages) et de créer une rencontre avec les populations locales et migrantes. Contrairement au positionnement « humanitaire » œuvrant dans la négociation permanente, il s'agit ici de montrer une opposition nette, non contre une population, mais contre une politique répressive, xénophobe et « ultra violente ».

Citations tirées de la Voix du Nord, Nord Littoral et Nord Eclair, journaux propriété de l'empire Rossel (qui compte aussi L'Indépendant, Lille Plus, Nouvelle Côte d'Opale, etc.) + d'info : La Brique n°12.

Notes :

- 1 : BAC : brigade anti-criminalité.
- 2 : RG : renseignements généraux.
- 3 : Préfet du Pas-de-Calais, ancien chef de la DST, co-prince d'Andorre entre 1997 et 1999 (c'est pas une blague) et mis en cause dans l'affaire Clearstream .
- 4 : Citation du sous-préfet lors d'une réunion avec une délégation du No Border.
- 5 : Emmaüs, Secours catholique et Médecin du Monde se sont officiellement « désolidarisés » du No Border (Nord Eclair, 18/06/09).
- 6 : Edition du 13/06/09.
- 7 : L'association Terre d'Errance fait exception. * Notamment le collectif d'associations C'Sur, ainsi que l'association Salam, dont les communiqués dénoncent entre autre la psychose entretenue par les autorités.

Sous-préfecture de Calais



Transparence. Clarté. Communication

« mercenaires de l'anti-impérialisme », « babas cool pacifistes ou casseurs ? » « réseau d'ultra gauche clandestin », « groupe d'extrême gauche anarchiste »... Quand on questionne le journaliste de Nord Littoral, il annonce : « c'était par provocation, pour que les gens du No Border se manifestent ». Un vrai pro...

La Voix du Nord remporte la palme avec son titre : « Le camp no border, une zone de non droit ». Le journaliste se lâche : « Ces militants [...] s'enferment, se replient, s'isolent et déterminent une zone de non-droit ». Il en rajoute : « visiblement, tout est mis en œuvre pour vivre en autarcie ». Pourquoi tant de haine ? Parce que la presse est invitée à rester en dehors du camp, tout comme les flics. Les raisons ? Primo : une carte de presse ne donnent pas tous les droits. De deux : le camp fonctionne en groupes de travail et en réunion collégiale, il est de ce fait important de se protéger des mouchards. Tertio : quand les journalistes feront leur boulot, on en reparlera. A titre